



l'édito

d' **A**lain Bergounioux

2016 ?

Au seuil de cette nouvelle année, nous ne pouvons n'avoir qu'une certitude, celle de ne pas en avoir... Car les problèmes de 2015 sont toujours les mêmes, avec, sans aucun doute, plus d'acuité. La crise géopolitique du Moyen-Orient monte de plusieurs degrés et s'étend. Le foyer du terrorisme en est fortement alimenté et constitue une menace durable. La croissance demeure trop faible. La conscience - bien tardive, il est vrai - de l'excès des politiques d'austérité, suivies en Europe, est prise. Mais l'effort d'investissement - avec le plan Junker - n'est pas à la hauteur. La volonté d'agir ensemble, en Europe, est malheureusement hypothéquée par l'affaiblissement des solidarités entre les pays que révèle et traduit la crise des réfugiés. Une tentation du repli est attisée par les mouvements populistes. Et, après le « Grexit », le « Brexit » va occuper les débats... La société française, quant à elle, est sous tensions et court le risque de délitement. Les scores électoraux du Front national sont le miroir de ces difficultés, les unes, résultantes de l'accumulation des crises présentes, les autres venant de plus loin, de notre trop grande tolérance aux inégalités de toute nature, notamment.

Le tableau n'est pas exhaustif... Mais il suffit déjà à lui-même ! Il doit nous dire une chose claire. Nous devons (devrions ?) nous concentrer sur l'essentiel. Dans ces moments, en effet, une société a besoin avant tout de cohérence et de détermination. Un écrivain qui n'était certes pas socialiste, George Bernanos - mais qui avait su se déprendre de ses attachements idéologiques pendant la guerre d'Espagne - disait : « *Le seul péché, c'est d'avoir peur de la peur !* » Il est, donc, urgent - c'est même la véritable urgence - que les socialistes aient l'intelligence de travailler en commun et de chercher ensemble les solutions - ce qui suppose de savoir s'écouter. Et c'est une condition *sine qua non* pour pouvoir parler aux autres et trouver les voies du rassemblement. En cette période qui est encore celle des vœux, on me laissera formuler celui-ci avant tout.

Evidemment, cette lettre continue et continuera à se consacrer à l'analyse des droites et de l'extrême droite. C'est sa fonction. Mais, parler des droites, c'est aussi parler de nous, en creux. La politique, en effet, est interaction et ne peut pas se définir en soi - ce qui est parfois oublié chez nous. Les données sont les mêmes pour tous, mais les réponses se marquent déjà dans leurs différences. La parution récente du livre d'Alain Juppé, « *Pour un Etat fort* », est de ce point de vue éclairante. Une part de la presse avait beaucoup

glosé sur le « centrisme » du maire de Bordeaux. Il reprend, en fait, sans une quelconque vergogne, ce qu'ont été les propositions de Nicolas Sarkozy, en 2010 et 2012, sur le durcissement des conditions du regroupement familial, les peines planchers, la réduction de l'Aide médicale d'Etat, etc... Et, quant aux propositions économiques, ce sont celles de 1995, bien aggravées... (voir l'analyse qui suit). Attendons de voir les propositions des autres candidats, particulièrement celles de Nicolas Sarkozy ! En fait, « Les Républicains » sont pris dans une spirale droitère qu'accentueront les surenchères provoquées par les élections primaires. Le Front national, lui, n'a guère besoin de parler. Il campe solidement sur ce qui lui paraît être la recette du moment, les fausses promesses d'un souverainisme xénophobe, qu'il distille dans l'opinion. Ne nous y trompons pas, il était déjà dangereux quand il agissait principalement comme une puissance tribunitienne dans la société française. Mais, aujourd'hui, il explore réellement les voies de l'accès au pouvoir-ce qui ouvrirait une crise majeure qui toucherait chacun d'entre nous dans sa vie propre.

Nous poursuivrons, donc, une tâche d'analyse. Comprendre, en effet, ne peut pas nuire ! Mais, dans toute cette année, nous accentuerons un effort d'argumentation pour être utile dans la bataille politique. Ce qui nous amènera à faire, aussi, des propositions pour la gauche...

Juppé : un candidat de droite bien décidé à aller jusqu'au bout

Alain Juppé apparaît, à coup sûr, comme le candidat préféré des médias et peut-être même déjà celui de la droite. Tout est mis en œuvre, en tous les cas, pour faire triompher cette idée dans l'opinion. Pas une journée sans un éditorial flatteur ou une étude d'opinion positive sur son compte.

Lancé dans les primaires. L'épisode des élections régionales l'a d'ailleurs conforté, en particulier dans son camp. Non qu'il ait véritablement pris ses responsabilités entre les deux tours de scrutin pour indiquer le bon choix républicain. Mais, surtout, en raison des dérapages de son principal rival à droite, Nicolas Sarkozy, incapable de comprendre la situation, désavoué par certaines têtes de listes « LR », notamment en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en PACA, et se réfugiant, finalement, le 13 décembre au soir, au Parc des Princes, pour assister à un match de championnat de France de football.

Pourtant, Alain Juppé n'est pas l'homme du centre dépeint par certains, encore moins le "sage" que l'on nous présente aimablement. En fait, peu de choses le distinguent vraiment du Président de « LR » et ancien Chef d'Etat, si ce n'est le fait d'avoir été ministre pour la première fois, il y a trente ans déjà, d'avoir fourbi ses premières armes au début des années 80 sous la protection bienveillante de Jacques Chirac, alors maire de Paris, et d'avoir payé en justice pour lui...

Un homme de droite décomplexé. Sur le plan politique, nous avons affaire à un homme d'or-

dre, un tantinet rigide, autoritaire, parfois même arrogant quand il sent les choses lui échapper. Ses dernières déclarations en matière de sécurité le rappellent opportunément. Alain Juppé propose le rétablissement des peines plancher en tout domaine, au mépris de l'individualisation de celles-ci. Il s'attaque aux conditions de regroupement familial et à l'Aide médicale d'État, l'AME. Il dénonce la circulaire Valls, visant à faciliter les conditions de naturalisation. Enfin, il propose presque benoîtement de rétablir les rétentions administratives, y compris pour les mineurs. Il faut croire que les primaires se gagnent bien à droite...

Sur le plan politique, nous avons affaire à un homme d'ordre, un tantinet rigide, autoritaire, parfois même arrogant quand il sent les choses lui échapper. Ses dernières déclarations en matière de sécurité le rappellent opportunément.

Ce discours ne saurait surprendre. N'oublions jamais qu'il n'a pas élevé la moindre remarque au lendemain du discours de Grenoble du 30 juillet 2010, prononcé par Nicolas Sarkozy. Il est même

devenu, trois mois plus tard, ministre de la Défense, puis ministre des Affaires étrangères du gouvernement Fillon. Sans état d'âme particulier.

Les recettes des milieux financiers. Sur le plan économique et social, Alain Juppé n'a pas changé, au regard de son passé gouvernemental fourni. Il prône toujours la fin de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) qui ne rapporte pourtant que 4 milliards d'euros par an aux finances publiques, pour un patrimoine national de près de 15 000 milliards. Il enfourche le vocabulaire de la stigmatisation de l'assistanat social, sans se soucier de l'existence de 10 millions d'hommes, femmes et enfants vivant sous le seuil de pauvreté.

Il revendique, plus que jamais, le report de l'âge légal de la retraite à 65 ans, d'ici à 2025, alors que le taux d'activité des plus de 60 ans reste inférieur à 25 %. Il réclame, sans négociation, la remise en cause des 35 heures hebdomadaires, tandis que des millions de salariés sont contraints aux temps partiels subis et à l'intermittence forcée. Enfin, il préconise une réduction des dépenses publiques de l'ordre de 100 milliards, en cinq ans, sans prononcer un mot sur la fraude fiscale ou l'extension des niches fiscales.

Plus grave, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Nicolas Sarkozy ne s'exprime jamais sur le principal risque encouru tant par l'économie française que par l'économie européenne, à savoir la déflation. Danger pourtant délétère, s'il en est, dont la Banque centrale européenne, la BCE, se méfie à juste titre, avec sa stratégie de rachat massif des dettes souveraines.

Une constance très conservatrice. En fait, il reste en ligne avec ses choix permanents depuis

trois décennies. Dès 1986, sous la première cohabitation, alors ministre délégué au Budget, sous la tutelle d'Edouard Balladur, il avait décidé la suppression de l'Impôt sur les grandes fortunes (IGF). Cette décision avait d'ailleurs pesé lourdement dans l'échec, en 1988, de son champion de l'époque, Jacques Chirac. Toujours dans la même période, il avait activement participé aux privatisations sous forme de constitutions de « noyaux durs », organisées par Edouard Balladur, le plus souvent au bénéfice à la fois « des amis », et d'une concentration sans précédent du capital industriel et financier privé.

Premier ministre, en 1995, il avait pris immédiatement deux initiatives particulièrement malheureuses. En premier lieu, une majora-

tion de deux points du taux normal de TVA, pour un montant approximatif de 50 milliards de francs, à l'époque. Cette décision avait contribué à assécher le niveau de la demande et des carnets de commandes. Ensuite, lors d'un discours remarqué du 15 novembre 1995, il avait annoncé une réforme de la Sécurité sociale et des régimes de retraite qui s'était traduite par trois semaines de grève et deux millions de personnes dans la rue. Enfin, Alain Juppé a été directement à l'origine de la décision de dissolution de l'Assemblée nationale, prise par Jacques Chirac, en avril 1997 et qui

s'est soldée par la victoire de la gauche plurielle. A noter que le Premier ministre, chef de la majorité, avait remis « son tablier » dès le lendemain du premier tour, au bénéfice d'un tandem improbable composé d'Alain Madelin et de Philippe Seguin pour mener la campagne de second tour des élections législatives.

L'homme de l'État RPR qui a toujours méprisé le Centre. A la vérité, Alain Juppé ne peut être l'homme du retour du centre, que beaucoup se

plaisent à décrire. Sur le plan politique, il reste autoritaire et, le plus souvent, hermétique à toute forme de dialogue. Sur le terrain économique, il n'a guère changé par rapport à son programme de 1986 ! Partisan d'un État autoritaire sur le terrain sociétal, il accepte un État faible sur le plan financier et industriel. Nous n'aurons pas la cruauté de rappeler sa malencontreuse tentative de solder Thomson, en 1996, pour un franc symbolique.

Alain Juppé est un homme qui raisonne toujours comme un responsable néo-conservateur des années 80 et 90. Son message apparaît à la fois daté et régressif.

M.B.

A la vérité, Alain Juppé ne peut être l'homme du retour du centre, que beaucoup se plaisent à décrire. Sur le plan politique, il reste très autoritaire et surtout très hermétique à toute forme de dialogue. Sur le terrain économique, il demeure profondément réactionnaire et surtout très proche des ressorts des oligarchies financières.



Henri Rey...

... est directeur de recherche FNSP au CEVIPOF/Sciences Po. Ses recherches portent sur les comportements politiques dans les périphéries urbaines, le militantisme partisan et la démocratie participative. Il vient de publier aux Editions de l'Aube avec le sociologue Adil Jazouli « *Pour une histoire politique de la Politique de la ville* » (octobre 2015).

« Les quartiers ressentent autant les effets de la crise que les territoires reculés, où le ressentiment à l'égard du monde politique est très fort »



Les habitants des quartiers populaires ne sont ni entendus, ni représentés politiquement. Comment expliquez-vous ce rejet qui se traduit par une abstention massive dans les urnes ?

Depuis une quarantaine d'années, les habitants de ces quartiers, et, plus généralement, une génération entière s'est trouvée en difficulté, alors qu'elle aspirait à une réelle reconnaissance.

Le livre d'Olivier Masclat, *La gauche et les cités* (La Dispute, 2006) illustre parfaitement cette thèse. En prenant pour exemple le cas de Genevilliers, il a très bien analysé comment de jeunes français issus de la deuxième ou troisième génération, qui voulaient participer pleinement à la vie politique, ont été tenus en lisière et marginalisés. Au point qu'ils ont pu éprouver un vif ressentiment vis-à-vis de l'exécutif local.

Nous parlons là d'une municipalité dirigée par le Parti communiste. L'idée, longtemps ancrée dans les esprits, selon laquelle les partis de gauche représentaient les intérêts des catégories populaires s'est affaiblie peu à peu.

L'ancien système d'encadrement, avec un parti, une collectivité locale et un substrat ouvrier, a donc été mis à mal par la chute du communisme et la déprolétarianisation des banlieues. Des travers graves et persistants ont compromis la représentation politique de ces populations. Et ce, même s'il faut tenir compte de la phase d'ouverture qui a suivi la conquête, par le Parti socialiste, de nombreuses municipalités, en 1977. Cette accession aux pouvoirs locaux s'est faite alors en symbiose avec le mouvement associatif lié aux luttes urbaines et à la revendication des droits pour les immigrés. Elle s'est appuyée sur la dynamique des nouveaux mouvements sociaux (écologie, féminisme, régionalisme...).

Mais, les difficultés ont suivi, avec le tournant de la rigueur et la tentative de trouver une représentation dans les mouvements antiracistes, comme SOS Racisme, en 1983, qui se sont soldés par une coupure avec la population des banlieues.

Oui. Les acteurs de la *Marche des beurs* ont pris, ainsi, leurs distances avec cette forme d'expression, au prix d'un véritable désamour de ces mouvements avec la gauche.

Il y a donc eu une vraie difficulté à trouver un relais aux anciens modes d'expression et de représentation politiques, et une forme substitutive à ce qui n'avait plus cours. Et ce, même si des jeunes issus de ces quartiers ont tenté de se mêler des affaires de la cité, en relation ou au sein-même des partis de gauche. Avec une longue suite de déceptions à la clé et le constat, pour un grand nombre, qu'ils se heurtaient à un plafond de verre. Au bout du compte, ils se sont vus confier la plupart du temps des responsabi-

lités marginales, alors qu'ils étaient parfaitement représentatifs des quartiers dont ils étaient issus. Ils ont certes hérité d'emplois associatifs ou de postes d'éducateurs sur le terrain, mais rarement de mandats électoraux significatifs. D'où du ressentiment et un sentiment de frustration, parfaitement visibles aujourd'hui. Avec, aussi, l'apparition de listes autonomes et plus récemment des alliances avec des partis de droite, comme à Bobigny, qui ont fait perdre à la gauche des municipalités détenues depuis des dizaines d'années. À cela s'ajoute la promesse, réitérée, mais toujours non tenue, du droit de vote des étrangers non communautaires aux élections municipales.

Comment ces quartiers dits sensibles ont-ils évolué au cours des dernières années et, plus particulièrement, après les émeutes de 2005 ?

« Sur le bâti et la morphologie urbaine, les changements sont très importants. Reste la population. Si elle apprécie de vivre dans des zones rénovées, elle n'en subit pas moins les effets de la dégradation de la vie sociale. »

Certaines initiatives sont parfaitement visibles, comme l'ANRU ou les politiques de rénovation urbaine. Au point que plusieurs pans de territoire se sont métamorphosés, tel que la quartier des 4 000 à

La Courneuve. Et ce n'est pas fini. Sur le bâti et la morphologie urbaine, les changements sont donc très importants. Reste la population. Si elle apprécie de vivre dans des zones rénovées, elle n'en subit pas moins les effets de la dégradation de la vie sociale. Les indicateurs que l'Observatoire national des zones urbaines sensibles actualise tous les ans, montrent, à cet effet, que le chômage des jeunes ne cesse d'augmenter, au même titre que le nombre de familles monoparentales et le niveau de pauvreté, dans ces quartiers. De ce point de vue, nous sommes confrontés à des problèmes récurrents qui se traduisent par un phénomène de découragement et une sourde révolte. Avec, pour conséquence, l'apparition, pour une partie de la population de ces quartiers, d'une culture de ghetto et l'apparition de formes de repli communautaire. Ce qui n'empêche pas, pour une autre partie en même temps, de réussir le pari

de l'intégration. Reste, cependant, cette idée, malheureusement justifiée, selon laquelle l'on n'est pas tout à fait égal aux autres, selon l'endroit dont on est issu. La situation est à cet égard très préoccupante.



Au-delà du difficile constat que vous dressez, le pari de la mixité sociale n'est-il pas quelque peu utopique ?

Jusqu'ici, l'expérience a démontré que ça ne marchait pas. Les logiques de l'« entre-soi » et d'évitement des autres dominent les rapports sociaux. Au même titre que la peur et la méfiance à l'égard des institutions, au sens large. L'idée que les couches moyennes, autrefois bien présentes dans ces quartiers, pourraient à nouveau s'y installer, est aujourd'hui peu crédible.

Une dynamique d'ascension sociale n'en existe pas moins, et il faut se garder de toute forme de généralisation. Nous ne sommes pas dans une situation figée. Certains s'en sortent en ayant entamé leur parcours résidentiel dans ces quartiers. Une partie des populations issues de l'immigration utilise, en tout cas, ces lieux de vie comme des sas d'accès à la société française.



D'origine arabo-musulmane, pour la plupart...

Oui, mais ceci a été vrai avec les Portugais, les Espagnols ou les Italiens qui ont vécu dans ces quartiers au côté des provinciaux et des parisiens chassés par les rénovations des quartiers centraux. Une des solutions pour parvenir à une forme de mixité sociale relative, c'est de permettre à ceux qui, issus de ces quartiers, sont en mobilité sociale ascendante et souhaitent un autre type de résidence que les grands immeubles collectifs, de trouver un point de chute, à proximité de ces quartiers qui disposent souvent de ressources foncières importantes.

Cette mixité peut également prendre forme par le partage d'équipements. En-dehors des fonctionnaires de l'État, peu nombreux sont ceux qui se rendent dans ces quartiers, s'ils n'y sont pas

contraints. Il serait donc utile de les rendre plus attractifs, en les dotant de lieux de spectacles et de créations culturelles, de lycées dotés de spécialisations recherchées et d'autres infrastructures fonctionnelles.

Le géographe Christophe Guilluy établit une distinction entre zones urbaines et périphériques, où vivent, aujourd'hui, des populations marginalisées et victimes du déclassement. Qu'en pensez-vous ?



Il y a du vrai là-dedans, d'autant qu'un indicateur politique démontre, de longue date, la progression du Front national dans ces territoires. Depuis 1988, j'ai observé que plus on s'éloigne du centre de Paris, et plus le niveau du vote frontiste

« Les logiques de l'« entre-soi » et d'évitement des autres dominent les rapports sociaux. Au même titre que la peur et la méfiance à l'égard des institutions, au sens large. L'idée que les couches moyennes, autrefois bien présentes dans ces quartiers, pourraient à nouveau s'y installer, est aujourd'hui peu crédible. »

s'élève, en passant de la petite à la grande couronne et, plus encore, aux départements limitrophes de la région Ile-de-France, comme L'Eure-et-Loir ou l'Oise. Toutefois, il me paraît difficile d'homogénéiser tous les espaces en opposant des banlieues qui seraient sur-dotées - on en est bien loin - à des territoires périphériques à l'abandon. Et

ce, même si le débat n'est pas tout à fait posé dans ces termes. La situation des banlieues diffère, d'un lieu à un autre, de la même manière que celle des zones dites périphériques où la désaffiliation, selon le terme pertinent de Robert Castel, d'une part croissante de la population se vérifie parfaitement. Des solutions existent pour pallier l'absence de liens sociaux ou la mauvaise desserte des transports publics, qui occasionnent un coût matériel, temporel et social important. Je constate, cependant, que les intéressés disposent de peu de structures pour faire entendre leur voix et attirer l'attention sur leurs difficultés. Tant et si bien que l'on se retrouve face des formes sourdes de protestation et de révolte, dont on connaît bien la traduction politique.

Ne convient-il pas de veiller au



maintien des services publics, dans ces territoires, déjà handicapés, par ailleurs ?

Bien sûr. Et, plus généralement, les banlieues et les périphéries manquent d'équipements sanitaires, de commerces et de services publics de proximité. Il n'y a également pas suffisamment d'établissements scolaires.



Comment les populations qui composent les banlieues ont-elles voté lors des derniers scrutins électoraux ?

En 2007 et en 2012, leur vote a très largement favorisé les candidatures de gauche à l'élection présidentielle et la mobilisation des électeurs, généralement faible, a été en nette progression à ces scrutins. Un abstentionnisme massif, s'il ne les distingue pas radicalement des électeurs des autres territoires, y est le plus souvent observé en dehors des votes jugés décisifs, à quoi s'ajoute une inscription plus faible sur les listes électorales. Quant au retour du FN en banlieue, il est relativement récent. Dans les grandes enquêtes qui portent sur la population française - comme l'Enquête électorale française du Cevipof -, dans sa diversité, on voit bien que l'influence frontiste gagne les catégories moyennes. Le phénomène va donc bien au-delà de ces territoires. J'observe, par ailleurs, que le vote FN a longtemps été contenu dans les banlieues. Ce parti a réalisé d'excellents scores, en Seine-Saint-Denis, par exemple, à la fin des années 1980, avant de connaître une longue éclipse. Ce n'est que l'an dernier qu'il a fait un retour remarqué.

« Quant au retour du FN en banlieue, il est relativement récent. Dans les grandes enquêtes qui portent sur la population française - comme l'Enquête électorale française du Cevipof -, dans sa diversité, on voit bien que l'influence frontiste gagne les catégories moyennes. »



Le poids de l'insécurité culturelle, le chômage, le sentiment de déclassement et d'abandon, et, plus généralement, la crise, ne sont-ils pas des facteurs explicatifs du désarroi de ces populations ?

Certainement, car il n'y a pas un seul facteur explicatif, mais plusieurs qui se conjuguent parmi

ceux que vous citez. Avec un sentiment commun et partagé de défiance vis-à-vis du personnel politique traditionnel. C'est le fameux discours du « tous pareils », « on les a tous essayés », qui traduit très clairement une déception. Presque toutes les institutions sont visées.

Dans l'ouvrage Karim vote à gauche et son voisin vote FN, dirigé par Jérôme Fourquet (Fondation Jean Jaurès, L'Aube, 2015), les auteurs mesurent l'impact du vote arabo-musulman et sa défiance vis-à-vis de la gauche, au profit de l'abstention ou de la droite, lors des élections municipales. Quelle explication peut-on donner à ce phénomène ?

En 2007 et en 2012, l'explication du vote massif en faveur de la gauche tenait déjà, en partie, à l'anti-sarkozysme, sans doute plus qu'à une identification solide à une force ou à un parti de gauche. Face à une gauche qui gouverne et qui ne change pas la situation des jeunes dans ces quartiers, tant en matière d'emploi que d'insécurité sociale

ou d'habitat, les électeurs des quartiers, traditionnellement plus enclins à voter à gauche, peuvent se tourner vers d'autres familles politiques. En clair, les quartiers ressentent autant les effets de la crise que les territoires reculés, où le ressentiment à l'égard du monde politique est très fort.

Quelles mesures faudrait-il engager urgemment pour refonder les rapports entre l'Etat et les populations des banlieues ?

Les quartiers, les zones périphériques et rurales souffrent d'une absence chronique de services publics. Il faut donc les doter d'équipements dignes de ce nom. Il faut également renoncer à faire de la mixité sociale un leitmotiv. Elle n'est pas à portée de main. Ecartons cette conception



irréaliste et acceptons l'idée de quartiers populaires assumés comme tels. Les tendances de la société et les limites des moyens de l'État ne vont pas dans le sens de la mixité sociale. Je crois, en revanche, comme nous l'indiquons avec Adil Jazouli dans notre « *Histoire politique de la politique de la ville* », indispensable de favoriser la mixité fonctionnelle, et pour cela, de créer des passerelles avec les zones pavillonnaires, ce qui implique de rétablir un niveau acceptable de sentiment de sécurité pour leurs habitants. Enfin, il s'agit d'encourager plus fortement les logiques d'autonomie, les initiatives des habitants, leur participation aux délibérations qui les concernent.

Existe-t-il encore des raisons d'être optimiste ?

Bien sûr, d'autant que nous avons tendance à ne voir que ce qui va mal dans ces banlieues. On ne voit pas ceux qui s'en sortent, toutes ces réussites qui sont la marque de fabrique d'une jeunesse qui a su tirer profit d'un parcours migratoire exemplaire. Les quartiers populaires sont jeunes et vivants, même si une partie de la population qui y réside s'enfoncé dans une pauvreté croissante. Renforçons la présence des services publics et l'autonomie des habitants qui doivent trouver toute leur place dans la vie de la cité et parmi son personnel politique.

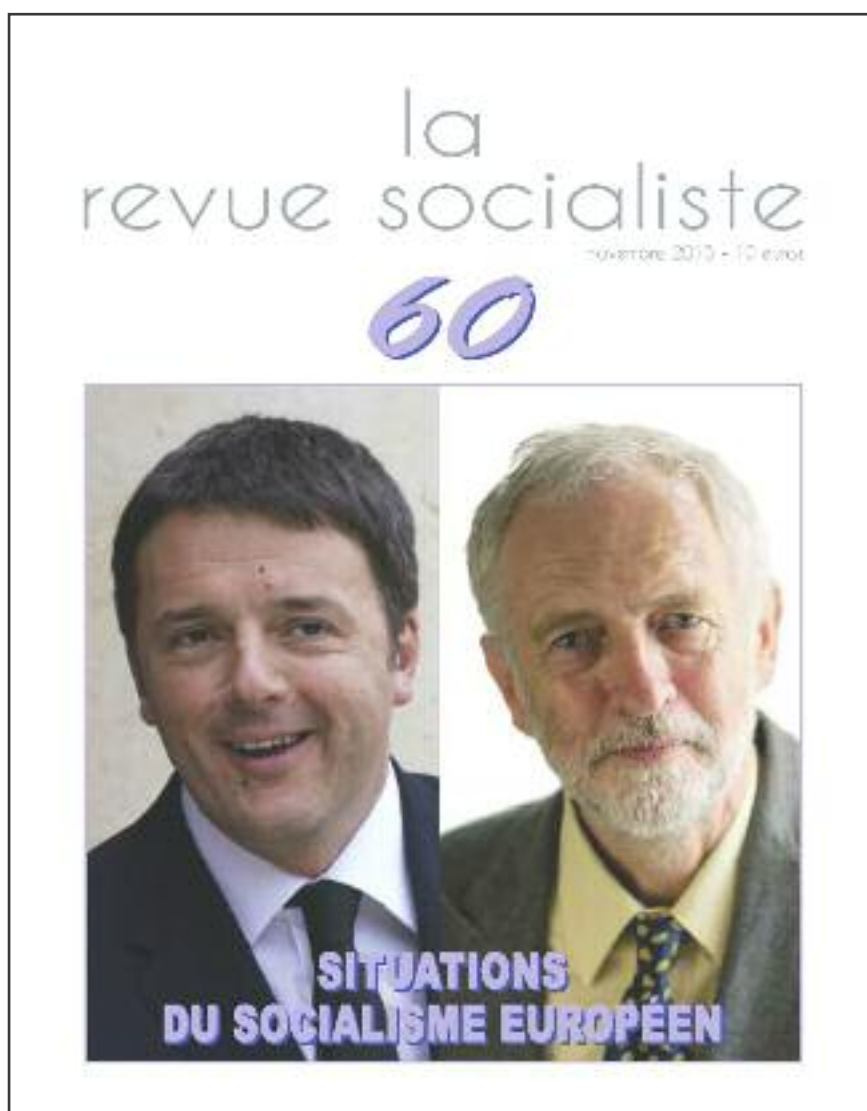
Propos recueillis par Bruno Tranchant



La Revue Socialiste



**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial
à la situation du socialisme européen. À lire !**



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :

Repenser les extrêmes droites en Europe

Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg étaient les invités, le 3 novembre dernier, de la Fondation Jean-Jaurès, dans le cadre d'une rencontre-débat sur le thème des extrêmes droites, en Europe. Coauteurs d'un ouvrage - *Les droites extrêmes en Europe*, Seuil, 2015 - appelé à faire date sur le sujet, les deux chercheurs se sont livrés à une description des différentes familles de cette frange du spectre idéologique. Ce, dans un contexte marqué par la montée des populismes, de part et d'autre du Vieux Continent.

Fruit d'une collaboration entre un historien et un politiste, ce livre offre au lecteur une analyse pluridisciplinaire sur la nature de ces mouvements. Lesquels se réclament, pour l'essentiel, du national-populisme, qui privilégie les rapports directs entre un « sauveur » et son peuple. L'idéologie, dont ils se réclament, conçoit l'évolution politique comme le fruit d'une décadence, dont seul le peuple peut extraire la nation, parasitée par des institutions qui menacent son intégrité. Face à la trahison d'élites fatalement corrompues, il fait l'apologie d'un nationalisme fermé et se retrouve dans la défense présumée des « sans grade ». De ce point de vue, il joint les valeurs sociales de gauche aux valeurs politiques de droite, fondées, pour l'essentiel, sur l'ordre et l'autorité. « *S'il recourt à une esthétique verbale socialisante, son souhait d'union de tous, après l'exclusion de l'infime couche de profiteurs infidèles à la nation, signifie une rupture totale avec l'idéologie de lutte des classes* », constatent, toutefois, les auteurs.

Rejet du système. Le terme d'extrême droite rentre dans les mœurs après la Seconde Guerre Mondiale. Les partis qui s'y rattachent ont, pour fond commun, le rejet du système. « *Tousjours induits par des renouvellements géopo-*

litiques », précise Nicolas Lebourg. La question est d'ordre idéologique, fondée, pour l'essentiel, sur un principe organique et antidémocratique, qui naît à l'époque de la République de Weimar. C'est l'idée que les droites se coalisent pour mettre à bas l'ensemble du système institutionnel. Et justifier, ainsi, que la base s'élève contre des élites corrompues. Une caste érigée en cible. La violence politique devient une fin en soi. En France, l'idée pénétrera les esprits les plus radicaux, dans les années 50. Reste que l'extrême droite est plastique, ce qui fait sa faiblesse. On ne saurait parler, d'ailleurs, d'homogénéité, préviennent Nicolas Lebourg et Jean-Yves Camus. Ni même d'uniformité idéologique. Hier, comme aujourd'hui, l'élément commun n'est

Hier, comme aujourd'hui, l'élément commun n'est pas une irréalisme europhobie, mais une critique en règle des institutions européennes.

pas une irréalisme europhobie, mais une critique en règle des institutions européennes. Tout n'est pas si simple. Pendant la guerre, une fraction de l'extrême droite est rentrée, ainsi, dans la Résistance. Tant et si bien qu'elle s'est retrouvée agglomérée au système. Le cas le plus célèbre est sans nul doute celui du

colonel de La Rocque qui, dans les années 1930, fut une personnalité politique de premier plan, en tant que président général des Croix-de-Feu, puis, du Parti social français (PSF). Ce qui ne l'empêcha nullement, cependant, d'envisager la perspective d'Etats-Unis d'Europe, construits de façon progressive et démocratique. Ni même de revendiquer, dans *Service public*, publié en 1934, un christianisme social associé à un nationalisme traditionnel : rejet de la lutte des classes, du régime des partis, du racisme, du totalitarisme et adoption d'une politique libérale sur fond d'un régime fort, avec un parlement affaibli.

Mais, les deux auteurs - et, c'est sans doute là que se trouve la véritable originalité de l'ouvrage - reviennent surtout sur l'histoire récente des partis d'extrême droite, leur programme idéolo-

gique et leur vision du monde. Leurs résultats électoraux et la typologie de leur électorat y sont exposés, en démontrant, et c'est bien là l'essentiel, l'émergence d'un « *minimum commun* », qui les rassemble, en dépit d'une évidente hétérogénéité et de spécificités nationales qui démontrent, s'il en était besoin qu'il ne saurait exister une quelconque « *internationale de l'extrême droite* ».

Questionnements. La montée en puissance de ces partis nationalistes, populistes et xénophobes ne peut s'expliquer, par la seule variable économique, renchérissement-ils. Leur audience croissante est plutôt le symptôme d'un questionnement des cadres traditionnels de l'identité européenne, de la représentation politique et des références libérales ou conservatrices des droites de gouvernement.

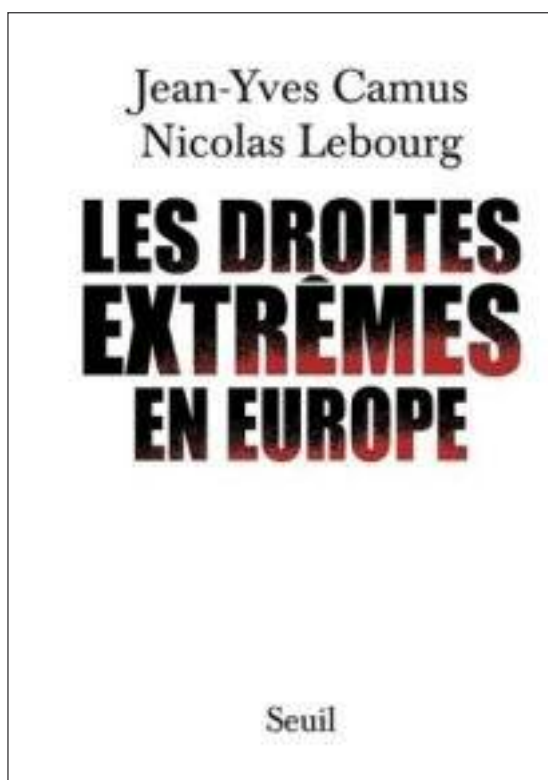
Longtemps, le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) s'emploiera à se pencher sur la thématique de l'identité, sous l'égide de Guillaume Faye, l'un des principaux théoriciens de la Nouvelle Droite française des années 1970-1980, et d'Alain de Benoît qui en fut l'animateur. Le premier développe des notions racialisantes - défense de l'« identité » culturelle et biologique contre le métissage, euro-fédéralisme, soutien à l'Iran de Khomeyni, antisionisme... -, quand le second s'en prend directement à l'immigration culturelle.

Les années Giscard marquent l'avènement d'une autre droite, dont le président lui-même est l'incarnation. Il gère le pays en économiste, sans idéologie préconçue. Un cercle d'intellectuels s'efforce alors d'investir le champ politique, par procuration, sous l'impulsion de personnalités issues de la Nouvelle Droite. Ils restent toutefois minoritaires, même si leur production intellectuelle est réelle. « *Politiquement, l'échec est patent* », estime Jean-Yves Camus. Ce, même s'ils se livrent à une critique en règle de la gauche, qu'ils jugent « *massificatrice* » et égalitariste, tout en soutenant une vision de la France où chaque communauté pourrait se revendiquer, en tant que telle, avec un système de valeurs propre.

Cette perception du monde transparaît, en partie, dans la vision portée par le FN, aujourd'hui, même si la conception militante de notre société

diffère de celle de l'encadrement. Certains cadres ont été influencés par la Nouvelle Droite. Ce fut le cas, en particulier, dans les années 1980-1990. Mais, l'attitude, à l'égard de la religion, en générale, et de l'islam, en particulier, est fondamentalement différente de ce qu'elle fut autrefois. Dans ce contexte, la formation des cadres ne porte plus, depuis 2012, que sur le programme et la doctrine, sans se référer aux auteurs qui faisaient encore référence, il y a une vingtaine d'années. Ce qui tend à démontrer que nous ne sommes plus dans une volonté de construire des « *soldats politiques* », mais d'encadrer des conseillers municipaux qui sont appelés à devenir les cadres du parti dans les prochaines années. Les lecteurs assidus de Julius Evola et de Jean Mabire se font de plus en plus rares. Fondamentalement, il s'agit de toucher un électorat le plus large possible, sans s'en tenir à un langage ésotérique.

Stratégie de conquête. Dès les années 1990, Bruno Mégret s'était détaché des références culturelles et historiques de Jean-Marie Le Pen. Avec Marine, la production de discours cathodiques est devenue la norme, en gommant ces aspérités et ces références qui ne font plus recette, au sein du mouvement. Ce d'autant plus que l'avenir du FN transite par la conquête des couches populaires, issues des catégories politiques les



plus hétéroclites, à en croire Alain de Benoît. Il s'agit de mobiliser la « France d'en bas » contre les élites.

Ce parti n'est plus le produit des différentes factions pétainistes qui ont été épurées, mais un mouvement conquérant. Sans compter que les électeurs ne veulent plus d'un FN se revendiquant de l'extrême droite ou de la droite traditionnelle. La dédramatisation peut se poursuivre, sans pour autant changer la nature du parti. La pyramide des âges est d'ailleurs particulièrement révélatrice, sur ce point. Tant qu'elle restera ce qu'elle est, rien ne changera fondamentalement. Les questions ethniques et identitaires resteront de mise. A droite, la cécité est complète, sur ce point, dès lors que ses dirigeants se plaisent à imaginer qu'en jouant sur les thématiques frontistes, on finit par miner le FN de l'intérieur. « *L'électeur finira toujours par privilégier l'original à la copie* », prévient Jean-Yves Camus. Pour prendre part au pouvoir, les partis populistes européens doivent s'allier, dans le cadre d'une vaste coalition, en « *ethnicsant* » les politiques mises en œuvre. Dans sa stratégie de conquête, le FN devra inéluctablement franchir

ce cap, en privilégiant une ligne « *ethnociso-libéralisante* ». Plus généralement, l'extrême droite progresse en Europe occidentale, et tend à s'atténuer, voire même à disparaître, électoralement, en Europe de l'Est. En Pologne, les partis qui la composent se structurent dans le cadre de coalitions, en fondant leur programme sur une vision résolument « *ethniste* » de la société. Mais, ils n'ont qu'une faible ossature, comme partout ailleurs. La seule tactique qui puisse leur permettre de prospérer est d'infiltrer des cadres issus de formations politiques différentes.

De leur côté, les pays de l'Europe de l'Ouest n'ont pas su prendre suffisamment en compte la question des frontières, constate Nicolas Lebourg. Pas plus qu'ils ne sont parvenus à résoudre la question des minorités, renchérit, Jean-Yves Camus. Tant et si bien qu'une partie des classes moyennes, libérales et supérieures peut être gagnée par un sentiment d'insécurité culturelle, avec cette sensation récurrente que la menace vient d'ailleurs.

Bruno Tranchant